

colloque des intellectuels juifs
politique et religion
données et débats



Extrait de la publication

idées / gallimard

Cet ouvrage a été publié
par le Congrès juif mondial
avec l'aide de la
« Memorial Foundation for Jewish Culture »

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.*

© Éditions Gallimard, 1981.

ISBN 2-07-035457-1



PRÉFACE

Il est peu de sujets qui, comme Politique et religion, suscitent autant de difficultés, de malentendus, de réponses qui se veulent péremptoires, et de perplexités. Peu de thèmes aussi qui, comme celui-là, soient aussi importants en tout état de cause au point d'apparaître à la fois comme permanents et singulièrement topiques. Qui plus est, aux idées toutes faites ou préconçues, s'ajoutent, outre les différences de civilisation, les pièges des définitions et les glissements que subissent les termes employés, indépendamment même de leur charge affective ou historique.

Où s'arrête le politique et où commence le religieux — et inversement — si tant est qu'il y ait vraiment une séparation radicale entre l'un et l'autre ? Et s'il s'agit de deux domaines de nature foncièrement distincte, désignent-ils, dans un cas, ce qui relève uniquement de l'Etat, de la chose publique, des relations à l'intérieur de la cité ou des sociétés entre elles et, dans l'autre, l'institution, l'appareil avec son ensemble de traditions et de visées, ou ce qui ressort au for le plus intérieur ? Faut-il lire Politique et religion comme l'affrontement de deux pouvoirs, l'un contingent et l'autre qui se voudrait spirituel ou éthique, ou comme un dosage entre ces deux forces ? L'une aurait-elle le monopole de la gestion, de la recherche de l'efficace, de la neutralité, et l'autre celui de la morale et d'une vérité supérieure ?

A ces questions fondamentales, les réponses ne seront

forcément pas les mêmes selon que l'on procède d'une pensée dualiste qui pose en principe la laïcisation des affaires publiques ou, au contraire, d'un mode d'être moniste qui récuse précisément, dans une très large mesure, la coupure entre les deux ordres.

Qu'on le veuille ou non, et quel que soit le degré affirmé ou vécu de sécularisation, les interférences entre le religieux et le politique sont inéluctables. Il n'était donc pas spécieux d'essayer de déterminer comment ils coexistent et s'influencent, et dans quelle mesure ils pourraient ou devraient s'éclairer ou s'informer mutuellement, même dans la perspective d'une société sécularisée. Tel est l'objet principal du présent volume qui contient les textes et débats du XX^e Colloque des Intellectuels juifs de langue française, tenu à Paris du 24 au 26 novembre 1979.

Il se trouve, en effet, que la pensée juive et l'expérience vécue du peuple juif au fil des millénaires sont loin d'être étrangères à ce type d'interrogations. Encore faut-il préciser qu'être Juif ne se conjugue ni au passé ni dans une espèce de futur plus que parfait. Etant entendu qu'avec une expérience et une mémoire collectives comme les nôtres, nous n'avons pas le droit, non plus, face à nous-mêmes et face à autrui, de nous contenter d'un présent aplati à une perspective unidimensionnelle. D'où la variété, vaste même si elle n'est pas exhaustive, des directions de recherche qui ont marqué ce Colloque.

L'objectif visé est bien défini par Claude Riveline dans les pages qui suivent. Nous n'avons évidemment pas apporté de réponse définitive à un débat qui restera toujours ouvert et qui, tel qu'il est, fait resurgir maintes interrogations fondamentales que nous avons rencontrées au cours d'autres Colloques.

Le large débat, animé par Emile Touati, et auquel ont contribué à partir de positions différentes, Jacques Ellul, Alain Besançon, Bernard-Henri Lévy, Albert Memmi et d'autres, a permis de situer le problème dans toute son ampleur. Il fallait cependant dépasser les généralités : d'où le recours à trois aspects signifiants de la pensée juive — la sagesse talmudique éclairée, une fois de plus, par Emmanuel Levinas, la pensée de Spinoza, analysée par Y. Yovel, et celle de Franz Rosenzweig

que nous fait redécouvrir, à travers ses cheminements, ses intuitions et ses audaces, Stéphane Mosès. Mais il n'y a pas que la pensée abstraite. Le vécu, exprimé dans l'histoire et les exigences existentielles, est éclairé sur quatre plans différents : les Juifs en France, avec un témoignage émouvant de l'extérieur par Pierre Emmanuel et une mise en situation par Freddy Raphaël ; les sensibilités religieuses, idéologiques et politiques au sein du Judaïsme d'Europe centrale avant 1939, illustrées par Manès Sperber et Piotr Rawicz ; les caractères originaux de l'interpénétration entre pensée juive, doctrine politique, institutions juridiques et société civile, analysées dans leur évolution par Georges Hansel et Y. Gronstein ; enfin, la recherche, aussi lucide que provocante, par Dan Avni-Segré, d'une pensée politique inédite et singulière dans ce que devrait être l'Etat juif d'aujourd'hui et de demain.

A défaut de certitudes, nécessairement suspectes en pareille matière, ce volume offre un riche ensemble d'éléments de réflexion et d'interpellations qui ne devraient laisser personne indifférent.

Jean Halpérin

PRÉSENTATION DU THÈME

PAR CLAUDE RIVELINE

Professeur à l'Ecole des Mines de Paris

« Politique et religion » était le bon thème pour le colloque de cette année. C'est ce que m'ont dit la plupart de ceux qui ont commenté ce choix.

Je vais tout d'abord entreprendre d'expliquer ce qui a pu motiver ces appréciations favorables ; je donnerai ensuite un aperçu de ce que peut apporter de spécifique un point de vue juif sur ce sujet de portée universelle ; enfin, j'indiquerai comment le présent colloque va aborder le sujet au cours de ces trois jours.

La présente époque est caractérisée par le mot de crise : crise économique, crise politique, crise culturelle, crise morale. Pour des millions d'êtres humains, cette crise se traduit par d'affreuses tragédies, mais nul n'est plus à l'abri ; même les plus protégés des hommes sont en proie au moins à la perplexité, sinon à l'inquiétude ou à l'angoisse.

Or, l'humanité en proie à l'angoisse a cherché de tous temps deux sortes de secours : elle se tourne vers ses princes ou elle se tourne vers ses prêtres. Elle interroge la terre ou elle interroge le ciel.

Le caractère nouveau de ces toutes dernières années est que la solution religieuse, qui semblait tombée en désuétude depuis un siècle ou deux, fait l'objet d'un spectaculaire regain d'intérêt.

Trois illustrations sont présentes à tous les esprits :

- l'entrevue de Camp David ;
- l'Iran ;
- les voyages du pape Jean-Paul II.

Qu'était l'entrevue de Camp David ? D'une certaine manière, un événement banal de l'histoire : trois chefs de gouvernements négociaient un traité de paix. Mais cette négociation avait un aspect tout à fait singulier, en ceci qu'elle s'interrompait le vendredi pour permettre au musulman de célébrer son culte, elle s'interrompait le samedi pour permettre au juif d'observer le Shabbat et elle s'interrompait le dimanche pour permettre au chrétien de participer à la messe. Trois chefs d'Etat religieux. Et leur option personnelle à l'égard de la religion n'était pas de l'ordre de l'affaire privée, car cela faisait partie des raisons qui les avaient portés chacun au pouvoir.

L'Iran : une révolution largement portée par des mouvements de jeunes étudiants, mais une révolution tout à fait insolite dans le monde moderne : elle établit une théocratie. Jusque-là, les révolutions se réclamaient de forces de progrès, tournant le dos au passé, voulant mettre en place un avenir jamais vu, meilleur que tout ce qui avait précédé. Or, voici une révolution qui en Iran comme au Pakistan, comme en Libye, se réclame de doctrines très anciennes et d'essence religieuse.

Les voyages du Pape : en Irlande, aux U.S.A., en Pologne, en Amérique latine, plus tard en Asie, en Afrique, en France, le Pape a reçu un accueil triomphal. Il s'agit de pays de régimes politiques très différents d'inspiration, mais qui ont ceci de commun que le pouvoir hésite, voire chancelle. Eh bien, dans tous ces pays, des foules immenses ont porté des regards d'espoir vers le chef de l'Eglise catholique.

Ainsi donc ce thème s'inscrit bien dans les préoccupations de toute la terre pour cette année, mais il est aussi dans le droit fil des préoccupations des derniers

colloques. M. Halpérin vient de dire qu'il y a quinze ou vingt ans, les colloques ont abordé ce sujet par d'autres biais et qu'ils étaient à cette époque en harmonie avec les préoccupations de l'heure. Le colloque d'aujourd'hui se situe dans le droit fil des sujets qui ont été traités par les trois derniers. Je vous rappelle quels étaient leurs thèmes :

- « Jérusalem », l'année dernière ;
- « Communauté musulmane », il y a deux ans ;
- « Le modèle de l'Occident », il y a trois ans.

« Jérusalem » : nous avons tous encore présent à l'esprit ce colloque de 1978. « Politique et religion » aurait très bien pu servir de sous-titre à ce que nous y avons appris, au moins pour deux raisons : l'une qui tient à la politique internationale, l'autre qui tient à la politique intérieure de l'Etat d'Israël.

Sur le plan international, la cité de Jérusalem est un enjeu, mais il est tout à fait frappant de constater que des intérêts politiques y sont défendus avec des arguments religieux et des intérêts religieux avec des arguments politiques.

Jérusalem est aussi la capitale de l'Etat d'Israël, Etat qui a été marqué durant sa longue genèse et depuis son indépendance, par l'affrontement démocratique, mais vif, de familles d'esprits dont les extrêmes peuvent se caractériser de la manière suivante : il y a ceux qui pensent que l'Etat d'Israël est une réalité religieuse et qu'il faut bien s'accommoder de contingences politiques et, vous vous y attendez, ceux qui pensent que c'est une réalité politique et qu'il faut s'accommoder de survivances religieuses. Il est significatif de noter combien de débats, dans ce pays, peuvent se lire comme un affrontement entre ces deux tendances et toutes celles qui se situent entre les deux dans ce spectre.

Il y a deux ans, nous avons parlé de « Communauté musulmane », et ceux qui se souviennent de ce que

nous avons appris dans ce colloque de 1977 se rendent compte que si condamnable et tumultueuse que soit l'expérience actuelle de l'Iran, elle n'a rien d'insolite dans l'histoire de l'islam. Il ne saurait évidemment être question d'imputer à cette religion ce qu'a de résolument condamnable le comportement des responsables actuels de l'Iran, d'autant plus que des voix tout à fait autorisées de l'islam se sont élevées pour la condamner en termes non ambigus.

Mais nous nous souvenons que l'Islam, au temps de son apogée, que l'on fait dater usuellement du VII^e au XIV^e ou XV^e siècles, a toujours associé, aussi bien dans ses conquêtes que dans sa pratique, politique et religion. Les conquêtes de la foi ont toujours été synonymes de conquêtes politiques. Un indice parmi d'autres : lorsque le professeur Louis Gardet a publié en français son ouvrage fondamental sur la religion islamique, il lui a donné un titre significatif : « La Cité musulmane ». L'Islam est une religion inséparable d'une réflexion et d'une pratique politiques.

En 1976, le sujet du colloque était « Le modèle de l'Occident ».

L'Occident chrétien est, depuis plus de mille ans, le lieu de l'affrontement des papes et des empereurs, du spirituel et du temporel. Mais le colloque de 1976 a montré que face à ces deux protagonistes, un troisième protagoniste est apparu et a pris graduellement le dessus sur les deux premiers : c'est le laïc rationaliste. On lui attribue une fugitive apparition au XII^e siècle, pas très légitime encore. Il trouve son langage à la Renaissance, et il assure sa suprématie à partir du XIX^e siècle, au point d'estomper l'affrontement entre politique et religion.

Au politique, le laïc rationaliste a dit en substance : ton rôle, ton métier, ta fonction est de fournir du pain et de faire la guerre. Laisse-moi faire. La science m'apprend à tirer au mieux le pain de la terre et elle

m'enseigne l'art de faire des armes et d'ordonner les batailles.

Au religieux, il a dit : ton discours n'a pas le support de la raison et de la preuve matérielle; le mien s'appuie sur la logique et l'expérience. Il n'explique pas encore tout, mais je suis en bonne voie.

On peut mesurer le prestige dont bénéficie encore le scientifique de nos jours, en considérant qu'il est possible d'affirmer sans se déconsidérer : « je ne fais pas de politique »; on peut dire aussi : « je suis sans religion »; mais il est presque impossible d'affirmer en public : « je suis hostile à la rationalité scientifique ».

Encore que cela devienne moins impossible que ça ne l'a été. Aujourd'hui, l'étoile du scientifique décline. Sa voix s'affaiblit. Après tout, les diverses crises que j'ai évoquées au début donnent à penser que le rationaliste moderne ne brille plus beaucoup dans l'art de fournir du pain, de gagner les guerres ou d'expliquer le monde. C'est ce qui explique à n'en pas douter que politique et religion redeviennent des préoccupations de l'heure.

Qu'apporte de spécial une conscience juive dans ce débat à la fois si ancien et si actuel? Ce sera évidemment le rôle de tout ce colloque de donner une réponse, mais je voudrais livrer une première indication puisée dans le Talmud, à la page 110 du Traité *Ketouvoth*.

On trouve dans cette page l'affirmation suivante : « *Kol ha-dar be-h'outsa la-arets domé ke-mi che-eïn lo éloha.* »

La traduction littérale de cette phrase donne ceci : « tout Juif qui habite en dehors de la Terre Sainte ressemble à un athée ».

La même page contient la proposition réciproque : « tout Juif qui habite la Terre Sainte démontre par là sa Foi ».

La phrase que j'ai citée en hébreu fait donc de la

résidence en Terre Sainte un impératif religieux, et c'est la lecture que l'on en donne habituellement.

Mais il y a de cette proposition une autre lecture, qui m'a été enseignée par Georges Hansel. Sans changer aucunement le sens des mots ni la grammaire, on peut traduire cette phrase de la manière suivante : « le Juif qui habite au milieu des non-Juifs se trouve généralement dans le même camp que les athées ».

La lecture antique de cette interprétation est assez facile à saisir. Les Juifs étaient probablement le seul peuple de l'Antiquité à célébrer un culte sans idoles visibles, ayant cela en commun avec ceux qui n'avaient pas de culte du tout.

La lecture moderne est plus intéressante. Elle peut signifier la chose suivante : l'allié naturel du Juif au milieu des nations, c'est le laïc. Allié ambigu, allié redoutable à l'occasion, mais allié tout de même. Avec le laïc, le Juif partage en effet le goût de l'étude et du savoir ; mais de plus, le Juif est l'héritier d'une tradition qui ne s'est incarnée ni dans une politique ni dans une religion à proprement parler pendant près de deux millénaires.

De l'an 70 à l'an 1948, les Juifs n'ont pas eu d'Etat, et si leur attachement à leurs traditions avait des aspects rituels, cela se faisait sans temples et sans prêtres, car on sait bien qu'une synagogue n'est pas un temple et qu'un rabbin n'est pas un prêtre.

Même au temps où il existait en Israël un roi et un grand prêtre, le partage des attributions entre eux se faisait selon de tout autres lignes que celles que dessine l'opposition politique-religieuse telle que nous l'entendons aujourd'hui.

Mais il s'en faut que les Juifs soient restés étrangers au débat entre politique et religion. Dans le combat entre les trois partenaires : politique, religion et laïcité qui ont agité ces derniers siècles, les Juifs ont été des protagonistes ardents, que ce soit au sein des nations

ou dans leurs affrontements internes, en Diaspora ou dans le moderne Etat juif. Et c'est précisément l'évocation de ces affrontements qui sert de fil conducteur au présent colloque.

En parcourant le temps à rebours, l'actualité sera évoquée au cours de deux séances, l'une, où penseurs juifs et non juifs confronteront leurs analyses du temps présent et leurs pronostics pour l'avenir, et l'autre où sera présentée la problématique de l'Etat juif d'aujourd'hui.

En remontant le temps, l'expérience de la Diaspora au cours des XIX^e et XX^e siècles sera abordée dans deux groupes de travail, l'un qui traitera de l'Europe de l'Est, l'autre qui évoquera l'Allemagne, à travers l'apport de Franz Rosenzweig. Au cours d'une autre séance sera évoqué le cas de la France.

En remontant encore le temps, il sera question du génial théoricien de la laïcité que fut le philosophe Spinoza.

Enfin, les textes traditionnels juifs feront l'objet de deux séances : un groupe de travail, et la leçon talmudique que nous allons entendre maintenant.

Je l'ai dit en introduction, lorsque les hommes sont dans l'angoisse, ils tournent leurs regards vers les princes ou vers le ciel. Mais ils découvrent tôt ou tard que l'on ne peut se contenter de scruter le ciel sans se préoccuper des affaires de la terre. Il se révèle aujourd'hui qu'on ne peut pas non plus se limiter aux affaires de la terre sans se préoccuper du ciel.

La condition juive prend acte de cette difficulté en disant que le monde subsiste grâce aux justes, qui entretiennent les liens entre le ciel et la terre par les *Mitzvot* et par le *Limoud*.

Les *Mitzvot*, mise en œuvre des commandements pratiques de la Loi, ont pour fonction d'élever les gestes les plus quotidiens au plus haut niveau de spiritualité, et le *Limoud*, l'étude, a pour fonction de

faire descendre les vérités supérieures dans le quotidien de la vie terrestre.

Espérons que les travaux du présent colloque s'inscriront dans cette dernière perspective.

QUI JOUE LE DERNIER?

idées



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles



arts



chroniques

colloque des intellectuels juifs politique et religion données et débats

Recul du politique, réveil du religieux ? Quel que soit le degré de sécularisation affirmé ou vécu, les interférences entre politique et religion sont inéluctables. Ce sujet très ancien appelle un regard nouveau.

Au-delà de l'actualité immédiate, quelles sont les chances d'une véritable laïcité moderne éclairée par l'éthique, où la religion ne serait ni parente pauvre, ni servante à gages, ni belle-mère abusive ?

Vaste débat auquel des éléments de réflexion et de réponse sont apportés par des auteurs juifs et chrétiens, français et israéliens, qui éclairent les interrogations de notre temps comme aussi la démarche de la Bible et du Talmud, de Spinoza et de Rosenzweig, l'expérience de l'autonomie communautaire en Diaspora et les exigences d'une pensée politique inédite et singulière pour l'Etat juif d'aujourd'hui et de demain.

arche sacrée du tabernacle avec les chérubins
et les incipit de chacun des dix commandements.

ms. hébreu du 13^e siècle (détail).
bibliothèque nationale, paris.

photo © atelier audiovisuel.

Extrait de la publication

A 35457



catégorie 6